



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

Marseille, le 17 août 2017

Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique
et de l'Environnement

Bureau des Installations et des Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : Mme MOUGENOT

☎ 04.84.35.42.64

✉ marion.mougenot@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR, PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

VU le Code de l'Environnement, notamment son article L.541-8,

VU le code de l'environnement en ses articles R.541-54-1 et suivants,

VU le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011,

VU l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement,

VU les pièces communiquées et exigées par les articles R.541-54-1 et suivants du code de l'environnement dont un KBIS,

CONSIDÉRANT que les dispositions du présent récépissé s'appliquent sans préjudice des dispositions spéciales et réglementations spéciales régissant les activités concernées,

CONSIDÉRANT que le demandeur dont le siège social ou le domicile situé dans le département des bouches-du-Rhône a satisfait aux conditions réglementaires pour la délivrance d'un récépissé préfectoral de négoce courtage de déchets,

délivre RÉCÉPISSÉ n° 2017 - 026 ND à :

la SAS DEEE RECYCLAGE AERONAUTIQUE

Chemin des Plaines Marines

La Bouvière

13600 LA CIOTAT

de sa déclaration écrite en date du 29 juin 2017,

relative à son activité de **négoce de déchets dangereux**.

Les négociants tiennent, en application de l'article 4 de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé, un **registre chronologique des déchets détenus, devant être conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes**.

Au cas où les négociants ou courtiers exécutent une opération de collecte ou de transport de déchets, ils sont également soumis aux dispositions applicables à l'exercice de collecte et de transport de déchets et notamment à la tenue du registre fixé par l'article 3 de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.

La validité de ce récépissé est de **cinq ans, à compter de ce jour**.

Pour le Préfet
L'Adjointe au chef de bureau

Christine HERBAUT

Par application de l'article L.114-6 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R.541-59 du code de l'environnement, en cas de non-respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux activités concernées, une mise en demeure de régulariser la situation sous trois mois pourra être appliquée. À défaut de déférence dans les délais indiqués, l'activité pourra être suspendue si la poursuite de l'activité risque d'engendrer des nuisances.

DESTINATAIRES :

- **Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône**
- **Le Directeur de la SAS DEEE RECYCLAGE AERONAUTIQUE**
- **Le Maire de La Ciotat**
- **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**
- **La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement**
- **Le Directeur Régional de l'Office National des Forêts**
- **Le Directeur Interrégional des Douanes de Méditerranée**
- **Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours**
- **Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille**
- **Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer**
- **Le Directeur Départemental de la Protection des Populations**
- **Le Directeur de Cabinet**
- **Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique**
- **Le Colonel Commandant du Groupement de Gendarmerie des Bouches-du-Rhône**

Aux fins utiles,"chacun en ce qui le concerne